

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul GUITON, 74 000 Annecy

Annecy, le 28 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 octobre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EXCOFFIER RECYCLAGE**

1218 AV DU STADE

74 970 MARIGNIER

Références : 20251029-RAP-Marignier-Excoffier-Inspection  
Code AIOT : 0010800070

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 octobre 2025 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE implanté 1218 avenue du Stade 74 970 MARIGNIER. L'inspection a été annoncée le 26 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- |                                    |                              |
|------------------------------------|------------------------------|
| • EXCOFFIER RECYCLAGE              | • Régime : Autorisation      |
| • 1218 AV DU STADE 74970 MARIGNIER | • Statut Seveso : Non Seveso |
| • Code AIOT : 0010800070           | • IED : Oui                  |

La société Guy Dauphin Environnement (GDE) a été autorisée, par arrêté préfectoral du 26 février 2009, modifié le 17 avril 2015, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets ainsi qu'un centre VHU, sur la commune de Marignier. Le site occupe une surface de 19 000 m<sup>2</sup>, dont environ 3 500 m<sup>2</sup> couverts et comprend une installation de dépollution de VHU, des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets métalliques non-dangereux, des installations de tri, transit, regroupement, de déchets industriels dangereux et non-dangereux.

La société EXCOFFIER Recyclage a été autorisée à devenir le nouvel exploitant de l'établissement par arrêté préfectoral PAIC-2021-0050 du 12 mai 2021.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative
- Rétentions des eaux d'extinction incendie et mode de gestion des effluents liquides
- Rejet des effluents liquides et valeurs limites d'émission

#### **2) Constats**

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce

titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie a posteriori, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Suites proposées	Délais
1	Situation administrative : volumes des activités	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, art.1.3	Demande d'action corrective	15 jours
3	Rétentions et Gestion eaux incendie et mode de gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, art.2.4.4 et 2.4.1	Demande de justificatif et d'action corrective	1 mois et 3 mois
4	VLE des rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel et fréquence	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, art.2.4.5 et 2.5.2		3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, art. 7.5

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – Nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions suivantes :

*Sous un délai de 15 jours*

- établir des dispositions, notamment au travers de procédures, afin d'assurer une surveillance particulière des déchets entrant dans le cadre de la rubrique 2716 dont la quantité dépassent provisoirement les 300 m<sup>3</sup> prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pendant les travaux en cours sur le site de Bonneville.

Les dispositions prises seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.



#### *Sous un délai d'un mois*

- transmettre un justificatif du raccordement au réseau pluvial communal de l'intégralité des rejets des eaux pluviales susceptibles d'avoir été polluées par les activités du site.
- confirmer la disponibilité d'un ballon obturateur pour s'opposer au rejet d'éventuelles eaux d'incendie,
- établir une consigne relative à la mise en œuvre d'un ballon obturateur pour s'opposer au rejet des eaux d'incendie, dans l'attente de disposer de la solution définitive consistant dans l'arrêt de la pompe de relevage. Cette procédure sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées sur site.

#### *sous un délai de 3 mois :*

- transmettre un justificatif de la création de la rétention des eaux d'extinction incendie et de l'installation du nouveau séparateur d'hydrocarbures aérien,
- transmettre les résultats d'une nouvelle analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et rejetées au réseau pluvial de la commune sur un échantillon prélevé après mise en place du nouveau séparateur d'hydrocarbures aérien.

Enfin nous demandons à l'exploitant de vérifier sous 3 mois le débit des 2 poteaux d'incendie situés à moins de 100 mètres du site et des trois poteaux sur site, un par un et de façon simultanée, afin de vérifier le respect des exigences en matière de besoins en eau. Les résultats de cette démarche seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **2-4) Fiches de constats**

### **N° 1 : Situation administrative : volumes des activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.3			
<b>Thème :</b> Situation administrative, Situation administrative : volumes des activités			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques citées à l'article 1.3 de l'arrêté Préfectoral du 26/02/2009, modifié par l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/04/2015.			
<b>Constats :</b> Les volumes et quantités de déchets présents sur le site sont conformes à ceux autorisés par arrêté préfectoral du 26/02/2009, article 1.3, modifié.  Toutefois, il a été relevé au titre de la rubrique 2716, un dépassement du volume déclaré (485 m <sup>3</sup> au lieu de 300 m <sup>3</sup> ). Ce dépassement ponctuel est dû au fait qu'actuellement le site de la société EXCOFFIER Recyclage de Bonneville est en travaux, et que les déchets non dangereux non inertes (rubrique 2716-2) de cette plateforme transitent par le site de Marignier. Toutefois, le volume stocké sur Marignier reste inférieur au seuil de l'enregistrement (1 000 m <sup>3</sup> ). La situation devrait revenir à la normale d'ici fin mars, lorsque la plateforme de Bonneville sera de nouveau fonctionnelle.			
Rubrique et régime	Activité	Niveau autorisé	Niveau constaté lors de l'inspection
2711-2 Régime D	Tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) 2 – quantité présente sur le site comprise entre 100 et 1 000 m <sup>3</sup>	180 m <sup>3</sup>	Environ 70 m <sup>3</sup> répartis entre des DEEE en bacs et GEM Froid

2712-1.b Régime E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de VHU b – surface de l'installation comprise entre 100 et 30 000 m <sup>2</sup>	Surface dédiée à l'activité 7 860 m <sup>2</sup>	Activité suspendue. L'exploitant ne dispose plus de l'agrément nécessaire.
2713-1 Régime E	Transit, regroupement et tri de métaux et de déchets métalliques non dangereux, d'alliages de métaux et de déchets d'alliages de métaux non dangereux, 1 – surface supérieure à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface dédiée à l'activité : 7 400 m <sup>2</sup>	Transit réalisé sur une aire extérieure de 600 m <sup>2</sup> . Environ 3 000 m <sup>3</sup> de ferrailles et métaux étaient présents sur site.
2714-2 Régime D	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, 2 – volume susceptible d'être présent dans l'installation inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	• -plastiques 300 m <sup>3</sup> • -pneus 80 m <sup>3</sup> • -papiers/cartons 300 m <sup>3</sup> • -bois 200m <sup>3</sup> • Total : 880 m <sup>3</sup>	• -plastiques 200 m <sup>3</sup> • -pneumatiques 50 m <sup>3</sup> • -papiers/cartons 50 m <sup>3</sup> • -bois 150 m <sup>3</sup> Total : 450 m <sup>3</sup>
2716-2 Régime D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, dangereux : 300 m <sup>3</sup> 2 – volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Déchets non dangereux : 300 m <sup>3</sup>	• -DIB : 60 m <sup>3</sup> , • -Multimatériaux : 150 m <sup>3</sup> • -matelas et rembourrés : 115 m <sup>3</sup> • -laine de verre, laine de roche : 60 m <sup>3</sup> , • -plâtre : 70 m <sup>3</sup> , • -Déchets verts : 30 m <sup>3</sup> . Total présent : 485 m <sup>3</sup>
2718-1 A (GF)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, 1 – la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne.	Quantités maximales de déchets présents dans l'établissement : -Batteries : 80 t -boues d'usage : 200 t Total : 280 tonnes	-Batteries : 1 tonne -boues d'usage : 15 t -Déchets souillés issus du tri des déchets majoritairement composés de boues de rectification : 10 t Total : environ 26 tonnes.
2791-1 A (GF)	Installation de traitement de déchets dangereux, 1 – la quantité journalière de déchets traitée étant supérieure à 10 t	Opérations d'oxycoupage : 200 t/jour	L'exploitant a suspendu cette activité.

Les 150 m<sup>3</sup> de déchets multimatériaux entrant dans le cadre de la rubrique 2716 proviennent de l'établissement de Bonneville de la société EXCOFFIER Recyclage où des travaux de réfection de la dalle sont en cours. Dès la fin des travaux et la remise en exploitation du site de Bonneville programmée pour fin avril 2026, ce stock disparaîtra. Ce dépassement du volume visé dans l'arrêté préfectoral pour la rubrique 2716, bien que ne dépassant pas le seuil d'enregistrement, nous paraît devoir faire l'objet d'une attention particulière.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant d'établir des dispositions, notamment au travers de procédures, afin d'assurer une surveillance particulière des déchets entrant dans le cadre de la rubrique 2716 dont la quantité dépassent provisoirement



les 300 m <sup>3</sup> prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pendant les travaux en cours sur le site de Bonneville. Les dispositions prises seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 7.5
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Besoins en eau incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> article 7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 février 2009 prescrivant la conformité à la norme NFS 61 213 (diamètre 100 mm, pression d'au moins 1 bar et débit d'au moins 17 l/s) des poteaux d'incendie situés dans l'établissement.
<p><b>Constats :</b> Il a été constaté la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 poteaux incendie situés à moins de 100 mètres du site : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le premier à proximité du site voisin de la société Vallier Produits Pétrolier, délivre 120 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>◦ le second, situé impasse des communaux, délivre également 120 m<sup>3</sup>/h</li> </ul> </li> <li>• En outre, 3 poteaux incendie sont installés sur le site Excoffier : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le premier délivre 110 m<sup>3</sup>/h</li> <li>◦ le deuxième 90 m<sup>3</sup>/h</li> <li>◦ le troisième délivre 63 m<sup>3</sup>/h</li> </ul> </li> </ul> <p>La vérification des débits des poteaux d'incendie a été réalisée en 2020. La situation est susceptible d'avoir évolué à l'insu de l'exploitant.</p> <p>En outre, une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> est également disponible sur le site voisin de la société Vallier Produits Pétroliers.</p> <p>Le site est équipé d'extincteurs adaptés aux risques à défendre. Ces derniers sont parfaitement identifiés et accessibles. Ils ont été vérifiés le 18 septembre 2025 par la société « SECURIPRO ».</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Nous demandons à l'exploitant de vérifier sous 3 mois le débit des 2 poteaux d'incendie situés à moins de 100 mètres du site et des trois poteaux sur site, un par un et de façon simultanée, afin de vérifier le respect des exigences en matière de besoins en eau. Les résultats de cette démarche seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Rétentions et Gestion eaux incendie et mode de gestion des effluents liquides du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 2.4.4 (confinement des eaux d'extinction incendie) et article 2.4.1 (mode de gestion des effluents liquides du site)
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Rétentions et Gestion eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction incendie sont confinées sur le site par la fermeture d'une vanne d'isolement située en aval du séparateur à hydrocarbure. Cette vanne est clairement identifiée, accessible...
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan et une évaluation du dimensionnement de la rétention des eaux extinction incendie selon la D9A, concluant à un besoin de 525 m <sup>3</sup> . Ce volume n'étant

pas disponible actuellement, l'exploitant a engagé des travaux pour mettre en place rapidement cette rétention.

Le projet prévoit un bassin du volume précité, dont la vidange sera assurée par une pompe de relevage alimentant un séparateur d'hydrocarbures aérien. En fonctionnement normal, la pompe se déclenchera par un système de flotteurs et les eaux pluviales seront traitées par le séparateur. En cas d'incendie, le confinement sera assuré de façon passive par le non démarrage de la pompe.

Dans l'attente de la création de la rétention des eaux d'extinction incendie, l'exploitant nous a indiqué avoir mis en place à titre de solution transitoire un ballon obturateur permettant d'arrêter le rejet d'éventuelles eaux d'incendie.

Par ailleurs, lors de l'inspection, il a été identifié que l'exploitant avait prévu de créer un nouveau puits d'infiltration pour le rejet des eaux pluviales traitées par le séparateur d'hydrocarbures aérien, en remplacement du puits perdu actuel.

Or l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 prévoit que : « les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement des aires de stationnement, de manœuvre, de chargement, de distribution de carburant, de dépôt de ferraille potentiellement souillées... seront collectées et subiront un traitement avant leur rejet, dans un séparateur d'hydrocarbures. Elles seront ensuite dirigées vers le réseau dédié dont l'exutoire final est le Giffre. »

Dans ces conditions, les eaux pluviales potentiellement polluées ne doivent pas être infiltrées et doivent être rejetées au réseau pluvial dont l'exutoire est le Giffre.

Nous joignons en annexe le plan des réseaux qui nous avait été présenté dans le cadre du dossier de réexamen réalisé par l'ancien exploitant GDE et qui indique le rejet au réseau communal des effluents pluviaux traités.

Lors d'un échange le 25 novembre 2025, l'exploitant nous a confirmé avoir reçu l'accord de la mairie de rejeter les eaux pluviales traitées par le séparateur d'hydrocarbures au réseau pluvial de la commune. Ce raccordement est prévu avant le 19 décembre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant réaliser les actions suivantes :

avant le 31 décembre 2025

- transmettre un justificatif du raccordement au réseau pluvial communal de l'intégralité des rejets des eaux pluviales susceptibles d'avoir été polluées par les activités du site,
- confirmer la disponibilité d'un ballon obturateur pour s'opposer au rejet d'éventuelles eaux d'incendie,
- établir une consigne relative à la mise en œuvre d'un ballon obturateur pour s'opposer au rejet des eaux d'incendie, dans l'attente de disposer de la solution définitive consistant dans l'arrêt de la pompe de relevage. Cette procédure sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées sur site.

sous un délai de 3 mois, de :

- transmettre un justificatif de la création de la rétention des eaux d'extinction incendie et de l'installation du nouveau séparateur d'hydrocarbures aérien.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

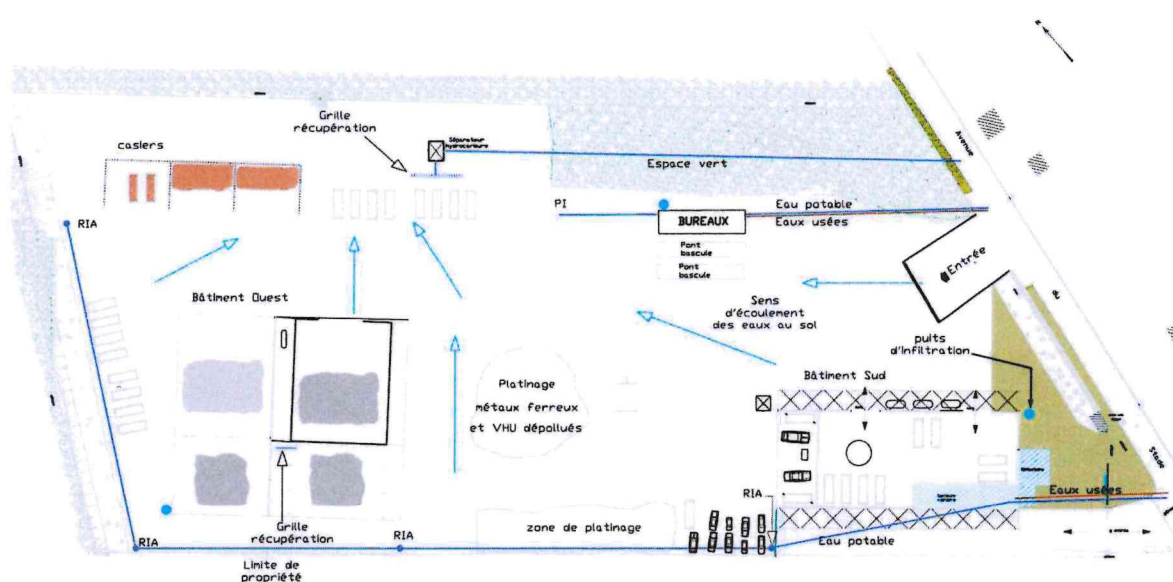


#### N° 4 : Valeurs limites d'émissions des rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel et fréquence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 2.4.5 et 2.5.2
<b>Thème :</b> Risques chroniques, rejets liquides et fréquence de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> valeurs limites d'émission des rejets liquides et fréquence annuelle de leur analyse.
<p><b>Constats :</b> Les dernières analyses ont été faites par SAVOIE ANALYSES le 17 mars 2025 dans le rejet en puits perdu, ouvrage qui sera supprimé prochainement.</p> <p>Les concentrations relevées pour les HCT et la DCO sont légèrement supérieurs aux limites réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• HCT : 12,32 mg/l mesurés pour une VLE de 10 mg/l</li> <li>• DCO : 306 mg/l mesurés pour une VLE de 300 mg/l.</li> </ul> <p>L'exploitant nous a indiqué que le nouveau système de traitement avait été dimensionné pour garantir le respect des limites de rejets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Nous demandons à l'exploitant, à l'issue des travaux d'aménagement des réseaux d'eaux du site et des dispositifs de rétention et de traitement des effluents, de transmettre les résultats d'une nouvelle analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et rejetées au réseau pluvial de la commune, sur un échantillon prélevé après mise en place du nouveau séparateur d'hydrocarbures aérien.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### ANNEXE :

**Plan des réseaux extrait du dossier de réexamen IED montrant que les eaux susceptibles d'être polluées doivent être rejetées au réseau pluvial de la commune**



PLAN DES RESEAUX  
ET DES EAUX PLUVIALES AU SOL

